

# La qualité de commerçant

## Les conditions d'acquisition de la qualité de commerçant



Pour avoir la qualité de commerçant, il faut l'accomplissement d'actes de commerce (**L121-1**).

Deux critères d'identification des actes de commerce :

- actes ont nécessairement un but spéculatif
- doit s'inscrire dans une pratique régulière

L'exercice d'actes de commerce : on vise ici les **actes de commerce par nature**. l'accomplissement d'acte de commerce par la forme, par accessoire ou par objet, ne confère pas la qualité de commerçant à son auteur. Attention, exceptionnellement, la qualité de commerçant est attribuée à des personnes qui n'accomplissent pas d'actes de commerce (associés d'une SNC, les commandités d'une SCA ou d'une SCS)

Une profession habituelle : par profession, on entend une **occupation sérieuse**, de nature à **produire des bénéfices** et à permettre à son auteur de subvenir à ses besoins. l'activité peut être exercée à titre secondaire, il faut juste qu'il y ait une **intention spéculative**. les actes doivent être accomplis de manière répétée.

Une profession à titre personnel et indépendant : condition ajoutée par la jurisprudence. **Les actes de commerce doivent être accomplis au nom du commerçant et pour son propre compte.**

Donc ne sont pas commerçants, ceux qui accomplissent actes de commerce pour autrui (ex : les employés d'un commerçant)



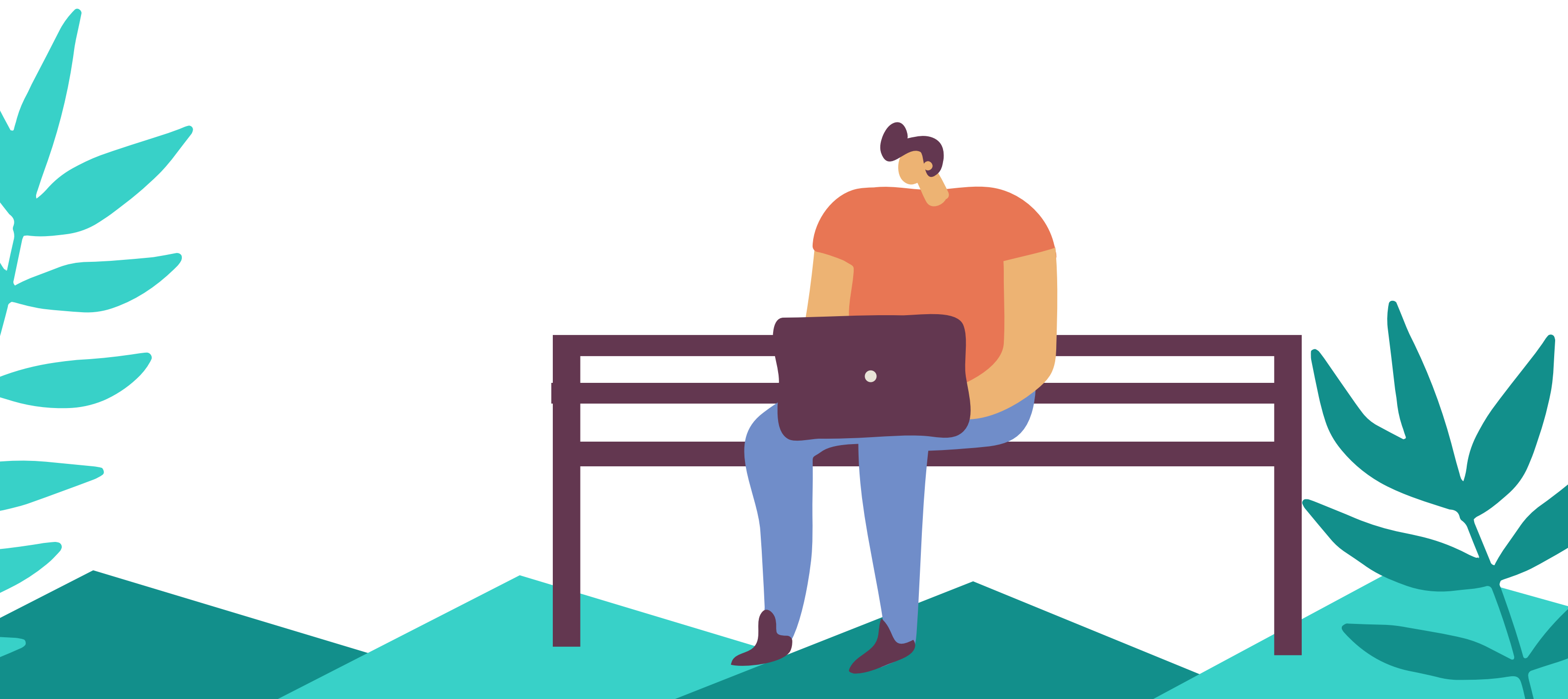
# La qualité de commerçant

## La capacité commerciale

Il s'agit pour l'auteur de l'acte d'avoir la capacité commerciale

**Pour les mineurs** : par principe, les mineurs ont une incapacité commerciale. Il existe cependant une exception à ce principe, si le mineur est émancipé. Le mineur doit avoir 16 ans révolus. Il peut être commerçant sur autorisation du juge des tutelles (au moment de l'émancipation) ou du président du tribunal judiciaire (après émancipation) - **article L.1211-2 C.Com et 413-8 Cciv**

**Pour les majeurs protégés** : Incapacité commerciale générale pour le majeur sous tutelle (son tuteur ne peut pas non plus exploiter en son nom et pour son compte un fonds de commerce - **509, 3° cciv**). Le majeur sous curatelle a une incapacité commerciale partielle, il est conseillé ou contrôlé par son curateur (**art 467 al 1 cciv**). Le majeur sous sauvegarde de justice conserve l'exercice de ses droits et peut être commerçant, mais tous les actes accomplis sont susceptibles de rescision pour lésion ou de nullité (**435 cciv**)





## Les exclusions de la qualité de commerçant

### Les interdictions générales d'exercer le commerce :

- Personnes physiques ayant fait l'objet d'une condamnation pénale
- Personne physique ayant fait l'objet d'une condamnation fiscale
- Personne physique ayant fait l'objet d'une procédure collective ayant commis une faute grave

### Sanctions :

**Sanction pénale** : jusqu'à deux ans d'emprisonnement et 375000 euros d'amende (**article 432-40-1 C.Pén**). **Sanction civile** : les actes accomplis en méconnaissance de l'interdiction **demeurent valables**. la personne qui les accomplit a la qualité de commerçant de fait.

### Les incompatibilités :

**Les fonctionnaires** : **civ. 3ème, 16 février 2011**

**Les avocats** : **article 111 a du décret du 27 novembre 1991**. Cependant, depuis le **décret du 29 juin 2016 ("décret Macron")**, les avocats peuvent commercialiser, à titre accessoire, des biens ou services connexes à l'exercice de la profession d'avocat, dès lors que ceux si sont destinés à des clients ou à d'autres membres de la profession (formation, édition..)

**Les autres professions concernées** : officier ministériels (notaires, huissier, commissaires-priseurs), expert-comptable, administrateur judiciaire

### Sanctions :

**Sanctions pénales ou disciplinaires** (ex : avocat risque une radiation du barreau)  
**sanctions civiles** : qualité de commerçant de fait (**civ, 3ème, 16 février 2011**). Les tiers cocontractants sont protégés : les **actes passés demeurent valables**.

